

**Comparative Survey Research
Western Europe
Populism
Radical attitudes
Democratic renewal
Polarization
Radical Right and Radical Left voters**



POPEUROPA

Is a project carried out by three PhD Students, with the support of Senior researchers from PACTE Sciences Po Grenoble, among which Frédéric Gonthier, Simon Persico, Florent Gougou, Raul Magni-Berton, Sonja Zmerli, Céline Bélot, and methodological support of Sandrine Astor

Chloé ALEXANDRE

PhD candidate at Science Po Grenoble, Chloé prepares a dissertation entitled "Make democracy great again: Sense of Political Powerlessness, the Issue of Democratic Renewal and Radical Voting Behavior in Western Europe". Her work relies on quantitative methods and a cross-national comparative perspective.

Tristan GUERRA

PhD candidate at Science Po Grenoble, Tristan prepares a dissertation entitled "Political Polarization in Europe: Macro Dynamics and Psychological Drivers". His work relies on quantitative methods and a cross-national comparative perspective.

Simon VARAINE

PhD candidate at Science Po Grenoble, Simon prepares a dissertation entitled "The two faces of terror. Economics and the evolution of radical ideologies in Western developed countries". His work relies on quantitative methods and psycho-social experiments.

POPEUROPA SURVEY

Populist attitudes in Western Europe

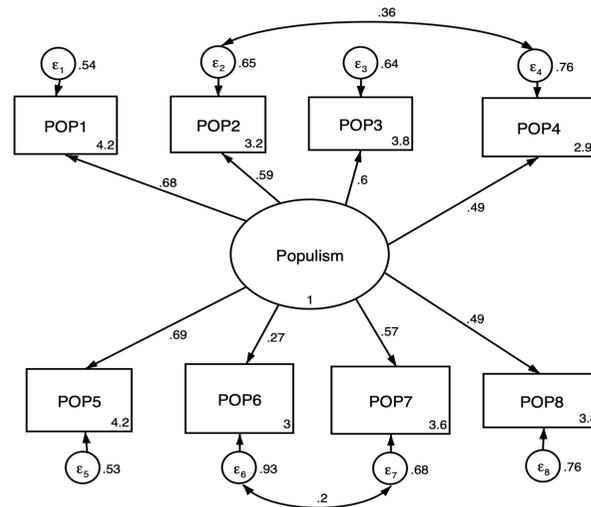


At a time when Europe is facing a populist wave, there is a lack of comparative survey data capturing together populist attitudes and votes, their sociological determinants, political values and the psycho-political characteristics of voters. The POPEUROPA research project aims to fill this gap. It was funded by an IRS-IDEX grant from Grenoble Alpes University and the support of PACTE research center.

The questionnaire brings together existing measures that were used in a disparate way and new ad hoc indicators. It offers a general analytical and methodological framework for the measure and the comparative analysis of populist attitudes of European citizens and their correlates. It also provides a unique dataset to explore together a series of political and democratic attitudes, policy preferences, psychological traits that contribute to the explanation of electoral behaviors. The survey was fielded online during April 2019 in six European countries selected for the variety of their national socio-political configurations (Denmark, France, Germany, Italy, the Netherlands, Spain, N=1300 each).

Measuring Populist Attitudes

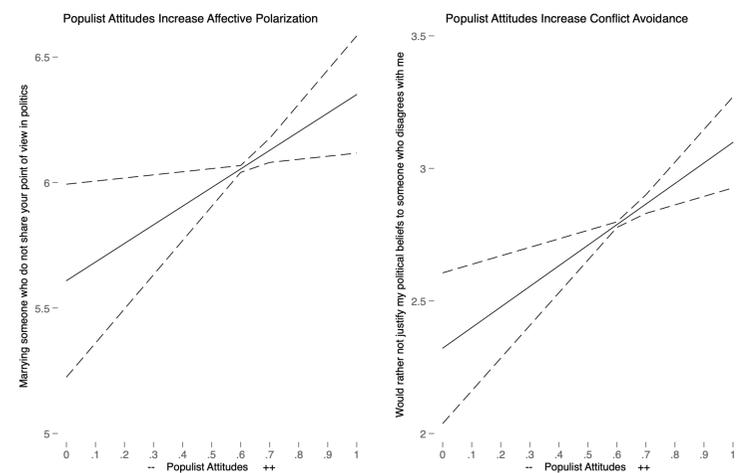
Multigroup CFA In Six European Countries



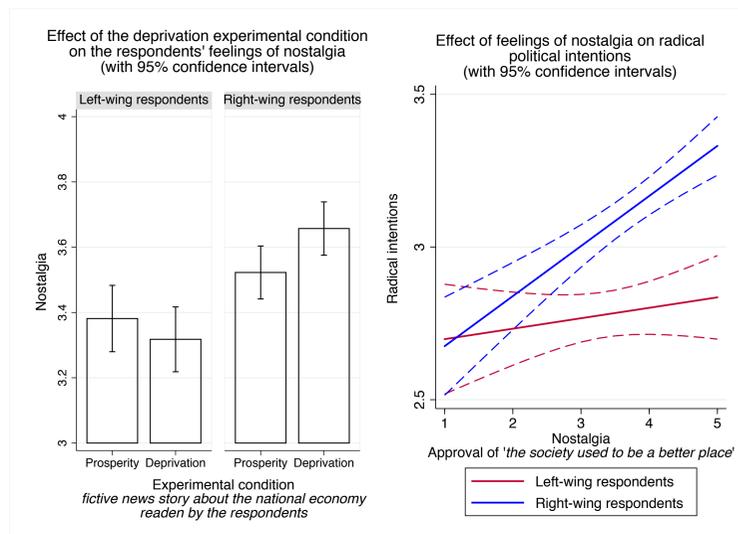
Items from the complete Akkerman populist scale

Affective Polarization & Conflict

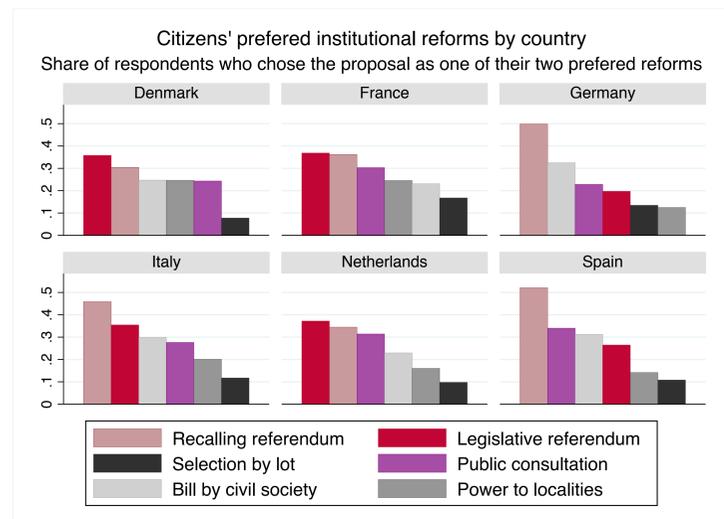
The effect of populist attitudes



Deprivation, Nostalgia & Radicalism



Democratic renewal by countries





Se mobiliser localement : acteurs, appropriations, territoire : l'ex-SNIA à Rome

Projet de doctorat en géographie urbaine - cas d'étude

Ce travail s'intéresse à la (co)fabrication et (co)gestion et mutation des **espaces publics romains** via son système d'acteurs, à travers un cas d'étude: un ancien complexe industriel, l'Ex *Snia - Parc des Énergies*. Celui-ci, en partie requalifié, à l'Est de Rome, est devenu objet d'appropriations. Les friches devaient être cédées aux mains d'immobiliers. A travers des mobilisations, les habitants se sont réappropriés un patrimoine historique (histoire ouvrière), un patrimoine naturel (le lac au sein du parc), un patrimoine militant (autour de la *lotta* pour les biens communs). Ce travail vise à identifier les enjeux qui se cristallisent; la diversité des parties prenantes et la porosité des rôles des différents acteurs. La méthodologie employée est l'analyse de la littérature grise et d'entretiens qualitatifs. Des questionnaires rapides ont également été distribués.

Rome : un héritage industriel méconnu

Au delà de la ville musée

Souvent considérée comme la ville culturelle par excellence, Rome a connu des processus d'industrialisation certes mineurs mais réels au XIX^e siècle (à Ostiense Testaccio, au Pigneto). Les politiques publiques ont souhaité pérenniser le statut à l'immense patrimoine culturel de Rome mais aussi révéler une culture urbaine et alternative.

Pigneto : un quartier populaire né de manière spontanée et devenu branché

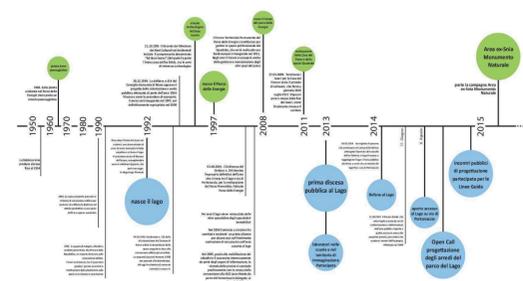
Le quartier Pigneto, quartier à l'histoire ouvrière et résistante, où se situe l'ancienne usine Ex *Snia*, anciennement populaire a connu des transformations urbaines et symboliques et une gentrification de consommation même si le quartier est encore très composite.



Figure 1 : Localisation du Pigneto ; Figure 2 : Carte du Parc (réalisée par le collectif Dauhaus)

La patrimonialisation de ce territoire, en cours, s'est faite à travers un système d'acteurs très varié impliquant différentes échelles et des parties prenantes multiples notamment associatives et militantes.

Du parc de l'Énergie au parc des Énergies



Sur le territoire où se situe l'usine ex SNIA, abandonnée, devait être construit un *mall* en 1990 mais le surgissement d'eau a empêché sa construction, un lac naturel est né. Dans le même temps, une partie de l'ex-complexe est devenu le parc de l'Énergie. Une partie de l'aire est devenu un centre social occupé, lieu de sociabilité informel. Une autre partie comprenant le lac est resté à l'abandon. Vingt ans plus tard, le maire de Rome souhaitait construire à proximité du lac des tours: une mobilisation s'est constituée pour l'en empêcher. Le parc de l'ex SNIA a été nommé officiellement **parc de l'Énergie** parce que lors de la restructuration ont été installés des panneaux solaires mais est devenu dans le langage commun le **parc des Énergies** afin de souligner l'implication des énergies sociales des habitants dans la gestion et l'organisation des événements du parc, nom qui est désormais entériné sur *googlemap* et *openstreetmap*.

Conclusion

A travers l'exemple du **parc des Énergies** ont été observées des formes alternatives de gestion et de construction d'un patrimoine commun à travers une mise en commun d'expertises, une capacité militante, un travail sur la mémoire collective du quartier. => *Ce processus continu de production de la mémoire collective permet la constitution symbolique d'une identité commune*

Table 1 : Restructuration, gestion, appropriations et participation : un nœud d'acteurs complexe

Statut	Espaces	Composition de la structure	Réhabilitation	Gestion
Public	Quadrato	Espace ouvert	Commune (financements européens)	Associations, centre social, Forum, habitants et militants
Public/communal. Les Archives ont été reconnues par le Ministère des Biens Culturels	Casa del Parco	Centre d'archives, salle ovale, ludothèque, crèche, serres	Commune	Associations, centre social, Forum, habitants et militants (la mairie d'arrondissement initialement engagée s'est exclue de la gestion)
Public	Espaces verts et espaces de jeux	Espace vert, aire pour les chiens, aire pour les enfants, espaces de sport, jardins partagés	Mi Commune – mi habitante. Les jardins partagés sont gérés par un groupe de retraités.	Mi commune – mi habitante
Occupé	Centre social ExSNIA	Salle de sports, zone de réparation pour les vélos, Cours d'italien pour les étrangers, GAS, ("AMAP" italienne)	Collectifs, associations, habitants	Associations, centre social, Forum, habitants et militants
Le WWF et le Forum territorial du Parc ont souhaité que le lac soit classé monument naturel et ont fait fabriquer une demande récemment à la région du Lazio et font pression sur la mairie.	Lac et espaces verts et structures délaissées de l'ex usine	Lac et espaces verts, création d'un espace d'apiculture.	Habitants et migrants (manutention ordinaire). La Commune a participé avec les habitants à la conception de projets autour du lac (réunions, programmes, créations de cartes) mais sans que cela aboutisse.	Associations, centre social, Forum, habitants et militants



Figure 3 : Lac du parc des Énergies

Sarah Lilia BAUDRY

Diplômée d'histoire à l'EHESS et d'urbanisme à la Sorbonne, actuellement doctorante en Géographie à l'Université Paris VII Diderot, ses travaux de recherche portent sur les espaces publics méditerranéens et les divers processus de re-fonctionnalisation des territoires.

LE QUOTIDIEN DES PROFESSIONNELS DE LA SECURITÉ AU PRISME DE LA RELATION ENTRE SÉCURITÉ ET POLITIQUE

LE QUOTIDIEN DES PROFESSIONNELS DE LA SECURITÉ AU PRISME DE LA RELATION ENTRE SÉCURITÉ ET POLITIQUE

1. INTRODUCTION

- Les élites politiques contribuent au même titre que les professionnels de la sécurité à la définition des politiques de sécurité.
- Les élites politiques s'interposent ainsi dans les débats pour définir ce qu'est la sécurité.
- Deux exemples : le 'Brexit' et le bras de fer entre l'administration Trump et le FBI autour de l'enquête russe.
- La définition de la sécurité fait donc l'objet de luttes entre impératifs politiques et nécessités opérationnelles.



2. OBJECTIF

- Mettre en lumière ce que font les professionnels de la sécurité lorsqu'ils sont confrontés aux interventions des élites politiques dans les questions opérationnelles.
- Qu'est-ce que ces interventions politiques font à leur quotidien?
- Contribution : reformulation des débats en abordant ce qui fait la vie quotidienne des professionnels de la sécurité sous l'angle de leurs relations avec les professionnels de la politique.

4. RESULTATS

- Les professionnels de la sécurité jouent plusieurs rôles et conduisent divers types d'activités dans leurs relations avec les élites politiques.
- Exemples: participation à des réunions interministérielles, consultations auprès de la communauté policière et judiciaire, ou encore évaluation des politiques de sécurité.
- Leur quotidien est fait de pratiques en lien avec des décisions politiques qui se déploient en parallèle de leurs fonctions plus traditionnelles comme l'échange de renseignement ou l'évaluation de la menace.

3. METHODOLOGIE

- Enquête de terrain auprès des professionnels de la sécurité issus des services de sécurité britanniques et des élites politiques.
- Analyse transversale des pratiques discursives et écrites des acteurs de la sécurité et de la politique.
- Rapporter les pratiques à l'espace social dans lequel évoluent les acteurs pour examiner les luttes autour de la définition de la sécurité.

5. CONCLUSION

- La vie des professionnels de la sécurité consiste à jouer, avec et contre, les interventions politiques dans la définition des politiques de sécurité.
- Les professionnels de la sécurité ne sont pas les exécutants des décisions politiques.
- Ils contestent et négocient les politiques de sécurité.

Hager BEN JAFFEL

Chercheuse associée au Cresppa/
Labtop (UMR 7217 CNRS)

Titulaire d'un doctorat en relations
internationales (King's College London)

Auteure d'une monographie intitulée
« Anglo-European Intelligence
Cooperation: Britain in Europe,
Europe in Britain » à paraître chez
Routledge au 2nd semestre 2019

Domaines de recherche:
Sociologie de la coopération en
matière de renseignement
anti-terroriste;
Sociologie des professionnels de la
sécurité;
Politiques anti-terroristes en France et
en Grande Bretagne;
Retraits britanniques de l'UE.

Coordonnées:

Cresppa/Labtop
UMR 7217 CNRS
59-61, rue Pouchet
75849 Paris Cedex 17
hager.benjaffel@yahoo.fr



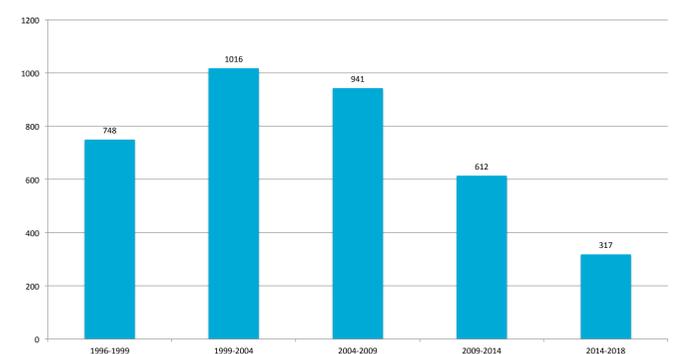
L'OBSERVATOIRE DES INSTITUTIONS EUROPEENNES

Une base de données sur la production législative dans l'Union européenne

Le CEE développe une étude de la procédure législative de l'Union européenne. L'Observatoire des Institutions Européennes (OIE) vise à mieux saisir les logiques politiques à l'œuvre dans le processus décisionnel de l'Union européenne. L'OIE est une base de données constituée de l'intégralité des actes législatifs adoptés par l'UE entre 1996 et 2019, soit plus de 3600 actes. A chaque acte adopté sont associées plus de cent variables. Celles-ci spécifient à la fois la nature de l'acte (secteur, taille), et la procédure (votes dans les institutions, durée).

L'UE produit moins

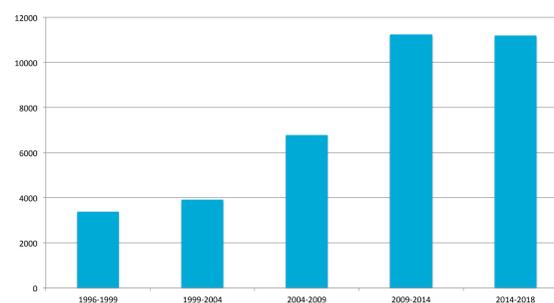
La chute de la production législative depuis 2010 est l'un des résultats les plus marquants obtenus grâce à l'OIE. D'une production moyenne de 150 actes par an, l'UE n'adopte qu'entre 50 à 100 textes législatifs depuis 2010.



Nombre d'actes adoptés par législature (1996-2018)

Des textes de plus en plus volumineux

D'une législature à l'autre, les textes contiennent davantage de mots



Volume des textes adoptés par législature (1996-2018)

	Durée d'adoption (en nombre de jours)
Agriculture	291
Affaires économiques	427
Affaires sociales	733
Marché Intérieur	650
Environnement	627
Justice & Affaires Intérieures	447

Des logiques propres à chaque secteur

Les durées d'adoption des textes varient selon les secteurs de politique publique

Durée d'adoption des textes (1996-2018)

Source: La production législative de l'Union européenne 1996-2014 [base de données], Centre de Données Socio-Politiques (Sciences Po, CDSP, CNRS) et Centre d'études européennes et de politique comparée (Sciences Po, CEE, CNRS) (producteurs), Centre de Données Socio-Politiques (diffuseur).

Créé en 2005, l'OIE a donné lieu à deux publications collectives aux Presses de Sciences Po. De 2012 à 2015, le projet a bénéficié d'un financement ANR. Depuis 2017 l'Institut universitaire européen est partenaire de la recherche. **Renaud Dehousse** et **Olivier Rozenberg** sont les responsables scientifiques du projet. **Selma Bendjaballah** est chargée de la coordination exécutive. La mise à disposition des données est réalisée en partenariat avec le **Centre de données sociopolitiques (CDSP)** de Sciences Po.

Restauration collective
Politique publique
Conduite du changement
Représentations
Pratiques



Effets et limites de l'introduction de produits bios et locaux dans les cantines

Descriptif du projet

Comment la restauration collective participe-t-elle à la transition agri-alimentaire ? Quels facteurs facilitent, ou au contraire freinent le développement de l'approvisionnement bio et local des cantines scolaires ? Alors que 7 millions d'enfants déjeunent à la cantine, et que la loi Egalim (2018) oblige la restauration collective publique à servir 50% de produits durables en 2022, le projet BILOLOREC étudie les conditions de réussite, d'échec ou d'inertie d'une politique publique locale potentiellement déterminante dans la transition écologique de nos économies. Il s'appuie pour cela sur une analyse comparée des processus de changement dans trois communes et d'une enquête expérimentale auprès des élèves et parents d'élèves. Le projet comporte enfin un volet de recherche-action dans l'accompagnement à la transition.

BILOLOREC
2018/2020



Equipe scientifique

- . Caroline Brand, CNRS, Pacte
- . Hélène Caune, Sciences Po Grenoble, Pacte
- . Christophe Dansac, Université Toulouse 2 (IUT de Figeac), LRPmip
- . Patricia Gontier, Université Toulouse 2 (IUT de Figeac), LRPmip
- . Florent Gougou, Sciences Po Grenoble, Pacte
- . Simon Persico, Sciences Po Grenoble, Pacte
- . Sophie Ruel, Université Toulouse 2 (IUT de Figeac), LRPmip

Caroline BRAND

Post-doc, CNRS, Pacte
Docteure en géographie.
Spécialiste des systèmes et politiques alimentaires territoriales.

Hélène CAUNE

MCF, Sciences Po Grenoble, Pacte.
Spécialiste de l'analyse des politiques publiques.

Question de recherche et objectifs

Dans quelles conditions la restauration collective peut-elle être un outil de transition agri-alimentaire dans les territoires ?

Objectif 1

Comprendre les facteurs qui conditionnent, accélèrent ou ralentissent le développement des produits bios et/ou locaux dans les cantines scolaires.

Objectif 2

Evaluer les effets des changements des politiques de restauration collective scolaire sur les représentations et pratiques des individus et groupes concernés

Volet 1

Analyse des processus de changement

- Méthode : **process tracing**
- Données : archives, littérature grise et presse, entretiens semi-directifs avec des parents d'élèves, agriculteurs, agents des collectivités, acteurs politiques et administratifs.

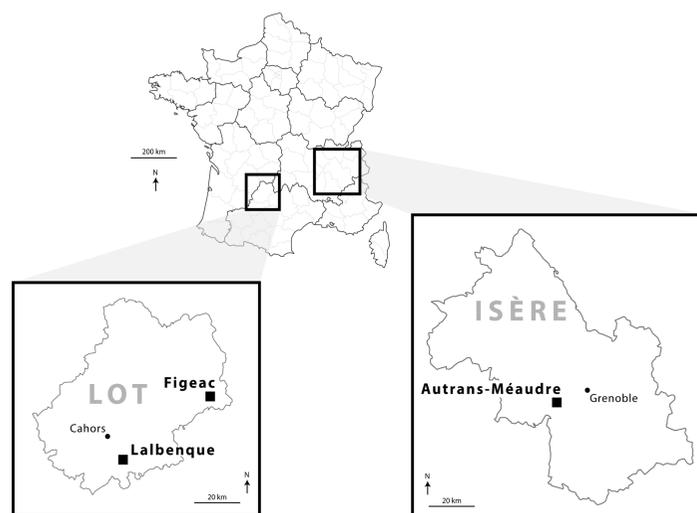
Volet 3

Accompagnement et pérennisation

- **Diagnostic**, montage et animation d'un **plan d'action** par Bio 46 pour la commune de Figeac.
- **Cafés participatifs**: faciliter le dialogue entre les acteurs concernés, accompagner les démarches co-construites.

Terrains

Trois communes de territoires ruraux



Réalisation : F. Barthélémy, 2019

Volet 2

Evaluation des représentations et pratiques des individus

- Méthode : **Enquête expérimentale**
- Données : **deux vagues de questionnaires** auprès de **parents d'élèves** de 6 classes de cycle 3.

Temps 1

Questionnaire 1
Evaluation des représentations et pratiques

Temps 2

Dispositif pédagogique
Communication / Visite de ferme / Atelier de sensibilisation pour la moitié de l'échantillon

Temps 3

Questionnaire 2
Evaluation des effets de l'action sur l'évolution des représentations et pratiques

Political sociology
Insider-outsider conflict
Electoral behavior
Labor market inequalities
Life-course research
Comparative politics



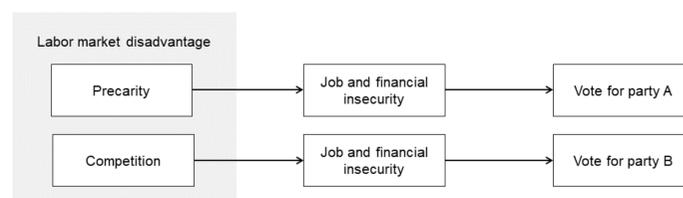
THE POLITICAL CONSEQUENCES OF LABOR MARKET DISADVANTAGE

Better understand labor market disadvantage to rightly assess its consequences

The emergence of new social risks in the post-Fordist era questions the relevance of the traditional class framework to study voters' behavior. Indeed, new inequalities cannot be straightforwardly framed in terms of occupational social classes. This research project investigates how voters' labor market disadvantage affects their political interest, attitudes and behavior. Disadvantage has hitherto been studied with reference to unemployment or – more recently – to the emerging divide between labor market insiders and outsiders. This social divide is argued to translate into a political conflict. Unfortunately, scholarship contributions reach contradicting results regarding the expected consequences of disadvantage for voters' attitudes and behavior. I argue that this is because the explanatory variable, i.e. labor market disadvantage, has so far been inadequately conceptualized and measured. Therefore, I propose a two-dimensional conceptualization of disadvantage. I employ it in a cross-country comparative analysis and two longitudinal studies.

A two-dimensional concept

How disadvantage affects electoral behavior



Extant literature ambiguously defines labor market disadvantage. This results in 1) uncertainty on how it should be measured and 2) bias in effect estimation. Disadvantage should be divided into two distinct dimensions (which cross-cut class stratification and insider-outsider divide):

Precarity	Competition
Captures workers' (un)secured position as a result of their employment status (unemployment, involuntary part-time work, temporary employment and low-wage work)	Captures workers' risk of unemployment because of their exposure to globalization-related competition. Measured through occupational-level data (offshorability, immigrants' competition...)

The role of age and timing

The “impressionable years” of early adulthood

⇒ *Does disadvantage have an effect on political attitudes and behavior?*

Labor market disadvantage is itself the result of broader socio-economic disadvantage, which may compromise internal validity.

Longitudinal analyses relying on fixed-effects models control for time-constant unobserved characteristics that may bias estimates.

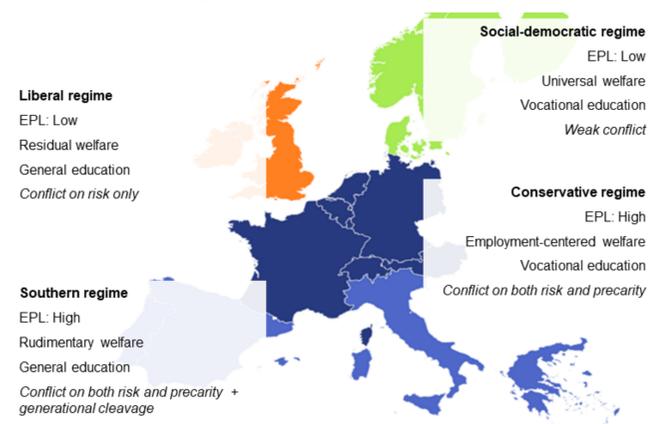
⇒ *Does disadvantage have a differential impact depending on the life- and career- stage?*

Hypothesis: Following socialization theory, early labor market disadvantage is expected to have a stronger (negative) effect on political interest and trust compared to later one.

Case & data: Germany, G-SOEP (1985-2017).

Comparative cross-country analysis

Welfare production regimes and expected results about political and social conflict



⇒ *How does disadvantage and its political consequences vary across Europe?*

Regime-specific characteristics (the level of employment protection legislation, the type of welfare protection, the type of educational system) raise distinct expectations as to the meaning and type of labor market disadvantage, as well as to the existence and nature of a political conflict around it.

A long-term perspective

Scarring effects and primary socialization

⇒ *Does disadvantage experienced early in life have scarring effects on political attitudes and behavior?*

If political identity crystalizes during early adulthood, the unfortunate consequences of early disadvantage should not disappear when the individual eventually manages to successfully integrate the labor market.

Hypothesis: Early disadvantage is expected to have a long-term negative effect on political interest and trust.

⇒ *How does secondary socialization interact with primary socialization?*

Youth from politicized families may be more likely to make *political sense* of their labor market experience.

Hypothesis: For these individuals, disadvantage is expected not to depress political interest, and rather increase protest attitudes.

Case & data: Germany, G-SOEP (1985-2017).

PhD project
“Labor market disadvantage and electoral behavior”

Giuseppe CICCOLINI

Giuseppe Ciccolini is a doctoral researcher in the Department of Political and Social Sciences at the European University Institute (EUI). He holds a MRes in Political science from Sciences Po. He is currently working on a PhD dissertation about the relation between labor market disadvantage and electoral behavior, under the supervision of Prof. Juho Härkönen and Prof. Elias Dinas. His research is funded by a four-year scholarship from the EUI and the French Ministry of National Education.





Collectivité territoriale, territoires, marchés.

Commande publique et territoire, dans la boîte noire des marchés publics

Corruption, entente, réputés chers, complexes et joués d'avance. Les marchés publics ont mauvaise presse ! Ils sont pourtant la traduction de politiques publiques (sociales, environnementales, d'aménagement du territoire...) dans un document administratif contractuel, qui intervient directement sur le développement d'un territoire.

Les recherches en sciences sociales analysent la place de l'État dans la régulation économique et dans le développement territorial, mais, peu d'analyses s'intéressent aux marchés publics et à leurs rôles dans la formalisation des relations entre puissance publique, acteurs économiques et territoire. Ainsi que dans la mise en place de politiques publiques locales.

Alors comment la puissance publique se saisit-elle du droit et agit-elle en tant qu'acteur économique ? Comment est construit, évolue le discours autour des marchés publics ? Comment élus, agents, entreprises, se structurent, s'organisent, influencent-ils l'écriture et l'obtention des marchés publics ?

Méthodologies & Terrains

Méthodes	Terrains
Ethnographie	A temps plein au service de la commande publique d'un Département.
Entretiens & Observations	Après des entreprises qui répondent aux marchés publics. Deux secteurs : •Le BTP* secteur expérimenté, rodé et intégré à la commande publique •l'ESS* secteur récent, inexpérimenté, outils à mettre en place.
Comparaison	Les Départements ont des organisations et des métiers hétérogènes
Analyse d'archives	Magasins professionnels (Lettre des achats, le moniteur, décideur achat...) / des marchés publics / le cadre juridique

Saisir la conformité bureaucratique

Les contradictions organisationnelles

Performance économique	VS	Gestion budgétaire
Sécurité juridique	VS	Adéquation du besoin
Libre concurrence	VS	Favoriser l'emploi local
Conformité du service de la commande publique	VS	Conformité des services à l'origine des besoins

Les lieux où la conformité se joue:

- Le contrôle des pièces du marché par les conseillers
- La signature par les élus de certains marchés
- Les stratégies et jeux de pouvoir entre services

Définitions

- ✓ BTP: bâtiment et travaux publics
- ✓ Conseillers: contrôle la sécurité juridique
- ✓ ESS: économie sociale et solidaire
- ✓ Plate-forme numérique: outil de publication et de dépôt des offres
- ✓ Sourcing: rechercher et rencontrer de nouvelles entreprises

Le poids des critères dans les marchés publics

Envoyer des signaux aux acteurs économiques

Le marché public, une « *interface administrative qui permet de standardiser des enjeux techniques en critères d'évaluations notés, afin de choisir nos fournisseurs* » (acheteur public)

⇒Ces critères sont alors :

- Autant de signaux que les entreprises doivent comprendre et qui influencent leurs stratégies.
- Sources d'enjeux entre les services dans le choix, la définition, et la part de ces critères dans la note finale.

Coopération & concurrence : À la recherche de l'information Porosité & lieux d'interfaces

Où trouver l'information ?

- Lors des salons professionnels
- Par le sourcing*
- Les questions par la plate-forme numérique*
- Les rencontres informelles ou formelles
- L'importance de la mobilité des acteurs privé/public
- L'apprentissage entre donneur d'ordre et entreprises
- La diffusion d'information, parfois confidentielles, à différents niveaux : élus, fonctionnaires...

Thomas de RICHAUD

Doctorant de 2^{ème} année au Centre Emile Durkheim.

Financé par le Conseil Départemental de la Gironde

Directeurs :
X. Itçaina. G. Pinson

Adresse mail :
thomas.derichaud@zaclys.net

POSTER #AFSP2019

Controverses énergétiques
Débats publics
Analyse de discours
Humanités numériques



La transition énergétique au prisme des débats publics en France et en Allemagne

Projet EnergiCorpus
ANR / DFG (FRAL)

2018 – 2021

Université
d'Augsbourg

Prof. Dr. Reiner Keller
(coordinateur allemand)

reiner.keller
@phil.uni-augsburg.de

Bastien Fond

bastien.fond
@phil.uni-augsburg.de

École des Hautes
Études en Sciences
Sociales

Dr. Francis
Chateauraynaud
(coordinateur français)

chateau
@ehess.fr

Dr. Josquin Debaz

debaz
@ehess.fr

Martin Denoun

martin.denoun
@ehess.fr

Contexte des controverses énergétiques dans les deux pays :

Depuis l'émergence de protestations à l'encontre du nucléaire en Allemagne et en France au début des années 1970, nos consommations énergétiques ont pris des chemins bien différents. Alors que la France est restée dépendante du nucléaire, des scénarios de sortie du nucléaire se sont développés en Allemagne dès les années 1980 – avec des revendications sur le plan politique dans le contexte des catastrophes de Tchernobyl (1986) et de Fukushima (2011).

Dans le cadre de la transition énergétique européenne, les deux pays se heurtent également à des défis liés à leurs infrastructures énergétiques respectives. Les initiatives convergeant vers une politique énergétique durable donnent ainsi lieu, à différentes échelles, à des controverses d'ordre sociopolitique.

Analyse empirique comparée

Analyser les discours énergétiques en
Allemagne et en France : 1970–2020

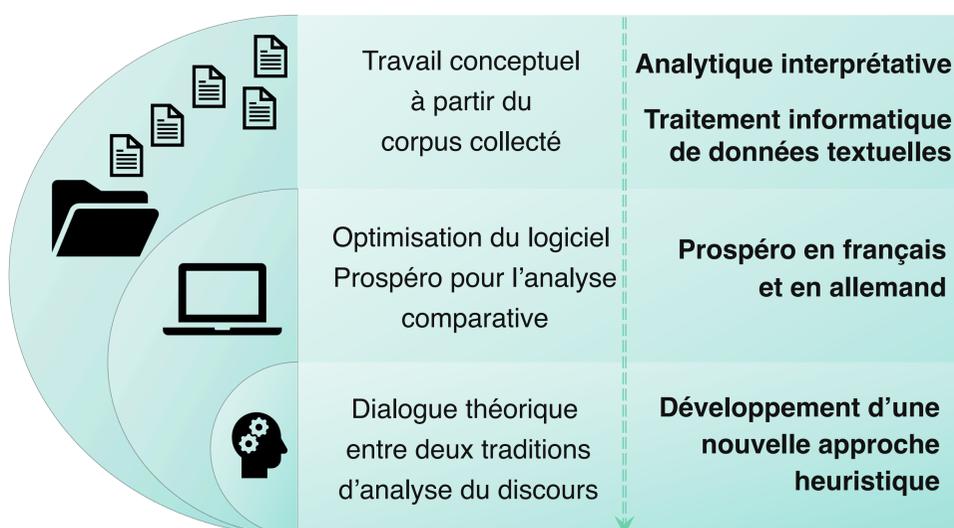


Modéliser les trajectoires des controverses :

Étudier les discours publics relatifs à l'approvisionnement énergétique dans chaque pays et les phénomènes qui ont influencé l'émergence de politiques, de protestations et d'expertises tournées vers des sources d'énergie alternatives.

Le parti pris est d'analyser les modalités de production et d'évolution de l'opinion publique au fil des débats publics des cinquante dernières années. Quant à l'objectif, il est de reconstituer les trajectoires argumentatives de la transition à différentes échelles géographiques, ceci pour appréhender l'extensivité des champs discursifs et les horizons des discours énergétiques à long terme dans chaque pays.

Coordination théorique et méthodologique



Analyser les débats publics au carrefour de :

❖ La balistique sociologique et son logiciel Prospéro (Chateauraynaud, 2003).

Prospéro. Une technologie littéraire pour les sciences humaines, Paris, CNRS.

❖ La sociologie de la connaissance appliquée au discours (Keller, 2005).

Wissenssoziologische Diskursanalyse, Wiesbaden, Springer VS.

PARTENARIATS



Deutsche
Forschungsgemeinschaft

POSTER #AFSP2019

Industrial policies
Local development and globalization
Diversities of capitalism and alternatives to neo-liberalism
Local politics and multi-level governance
Labour power and collective mobilizations



Regional economies in transition: the politics of industrial upgrading in Europe's peripheries

Industrial upgrading within global value chains emerged as a development model particularly suitable for less developed economies. The impact of these industrial strategies on employment and living standards of local communities is however controversial. This project tries to understand under which conditions dependent local economies are able to build alternatives to this mainstream development policy. The empirical focus is on the process of elaboration and contestation of industrial upgrading policies in two regional economies in the peripheries of Europe, Apulia in Southern Italy and Lower Silesia, in Poland. These two cases share structural economic and institutional conditions, which have constrained the capacity of local societies to resist to neo-liberal globalization over time. Despite these hitherto conditions, it is argued that progressive patterns of local development could emerge. Three interlinked causal explanations will be explored: local partisan politics; labour mobilization and strategies of alliance; conflicts within the capitalist class.

Regional economies in transition : the politics of industrial upgrading in Europe's peripheries

Economic development and globalization: a literature review

I - Political economy: varieties of capitalism and growth regimes

Divergent technological models despite similar global pressures

Driver: coordination mechanisms

Focus: firm-centered ; institutional spheres

Contribution: emphasis on the diversity of capitalism(s) and institutions

Critiques: a-political and structural conception of social change (C. Hay)

New strands:

growth regimes and their social and political underpinnings: electoral politics ; social-blocs; interest groups (in particular business)

II - Sociology of development: the statist tradition

Divergent capacity of late-industrializing economies to filling a (high-tech) niche in the global economy

Driver: state capacity (P. Evans)

Focus: sectoral approach ; national policy-arenas

Contribution: transformative role of the state in the processes of capitalist accumulation

Critiques: focus on "state-business relations", what about labour?

New strands:

conflicts within the state ; differentiation among business élites (multi-nationals and domestic interests)

III - Economic sociology: global value chain approach

Spatially uneven patterns of capitalist accumulation in a globalizing economy

Driver: restructuring strategies of multinational firms

Focus: infra-chain dynamics and inter-relationships between local production sites

Contribution: political power of TNC and relational perspective

Critiques: a weak definition of labour power ; state capacity is missing

New strands:

Labour mobilizations and resistances *within* the production sphere (Selwyn)

Objectives and research protocol

A paired comparison : similar or divergent patterns of local development ?

Economic and institutional constraints	Apulia Southern Italy	Lower Silesia Poland
An exogenous industrialization	State-driven industrialization to catch up the disparity from the North: lack of a local <i>bourgeoisie</i>	Creation of a capitalist economy drawn on manufacturing: dominance of transnational investors
An heritage of dependency-making regional planning policies (till mid-1990s)	Clientelistic mode of political integration between centre-periphery	Centralization with little local autonomy

An historical analysis of elaboration and contestation of industrial policies to account for the economic, political and ideological underpinnings of local patterns of capitalist development

Beyond the nation-state as a "frozen" arena for political regulation of capitalism and social conflict

Expected factors of change:

- Partisan politics
- Labour strategies
- Conflicts within capitalist class

Time horizon: since the EU' enlargement and through the Eurozone crisis (2004-2018)

Methods

An actor-centered and context sensitive research protocol, articulating two levels of analysis:

- policy - process at the local level by taking into consideration supra-local dynamics
- contestations within and beyond the production sphere (restructuring of two systems of medium high-tech production)

Semi-structured interviews with political – administrative élites, labor and business representatives, managers of TNC and documentary analysis of policy-reports ; descriptive analysis of capital / labor structure of the two regional economies and their evolution over time; PEA (protest event analysis) during the crisis



CREDITS: OXFORD ECONOMIC ATLAS OF THE WORLD, 1972

Deborah GALIMBERTI

Marie-Curie post-doctoral fellow
University of Florence



L'ETHNOGRAPHIE DE LA COMMUNICATION POLITIQUE

La fabrique de la communication en campagne électorale : Une étude ethnographique des pratiques de communication dans une organisation partisane

L'ethnographie présente un intérêt particulier pour l'étude de la communication politique. Elle permet d'assumer une posture interdisciplinaire entre sciences politiques et SIC en mettant les interactions au centre du questionnement. Elle met également l'accent sur les processus « cruciaux mais difficiles à saisir » de politisation et de dépolitisation (Luhtakallio, 2014). Enfin, elle est utile pour étudier la question de la professionnalisation. Nous présentons son intérêt pour notre recherche sur la fabrique de la communication des candidats du PS belge aux élections communales de 2018 et régionales bruxelloises de 2019.

Intérêt de l'ethnographie pour l'étude de la communication politique

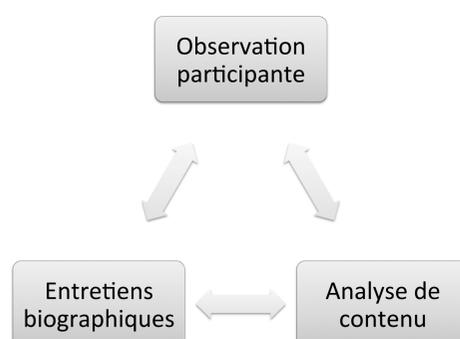
L'ethnographie permet une **approche originale**, qui se différencie des recherches d'analyse de contenu qui ont pour habitude d'étudier la communication politique par « ce qu'elle donne à voir ».

L'ethnographie nous permettra d'**observer** « la fabrique » de la communication, c'est-à-dire « un **monde au travail** » (Becker, 1988) et mettre en lumière les tactiques et stratégies.

Cette méthode est par ailleurs intéressante dans une approche interdisciplinaire entre science politique et SIC car elle permet de **saisir la politique et la communication « in the making »** (Luhtakallio, 2014, p.4) en abordant 1) les processus de politisation et de dépolitisation, 2) la communication au travers des interactions.

Cette méthode est encore peu mobilisée en communication politique (Vidali & Peterson, 2012). Cela peut s'expliquer par les **difficultés d'accès au terrain** du fait que la politique reste « un sujet sensible » pour les chercheurs (Cefaï & Amiraux, 2016).

Autres méthodes mobilisées



Nous confronterons nos observations issues du terrain en conduisant une série d'**entretiens biographiques** avec des candidats du PS et d'autres partis politiques.

Nous pensons également compléter notre enquête ethnographique par **une analyse de corpus** (messages en ligne, production hors ligne, analyse de discours). Cela nous permettra d'éclairer les stratégies de visibilité des candidats en campagne.

Spécificités du terrain d'enquête

...mises en lumière par l'ethnographie

Notre enquête se fait au sein du Parti socialiste bruxellois. L'ethnographie nous permet de mettre en lumière certaines spécificités de ce terrain :

La Belgique a choisi un **mode de scrutin de liste semi-ouverte** qui permet l'allocation des sièges à l'intérieur des listes en prenant en compte les voix de préférence et l'ordre de présentation dans la liste (Bourgaux et al., 2018, p.468).

Cela vient **interroger les relations entre le candidat et son parti** : Quels sont les mécanismes de loyauté au parti si le vote préférentiel est décisif ? Comment s'organisent les dynamiques collectives entre colistiers qui sont également en compétition ? Comment ces relations s'observent-elles autour de la fabrique de la communication ?

Nous constatons que **l'organisation historique de la Belgique en piliers (chrétien, libéral et socialiste)** reste déterminante pour la compréhension des dynamiques partisanes actuelles.

Personnalisation du jeu politique



Vitrine d'un commerce à Bruxelles : Illustration de l'importance de la communication centrée sur les personnes durant les élections régionales bruxelloises.

Le mode de scrutin semi-ouvert qui permet le vote préférentiel vient questionner l'articulation des dynamiques collectives et individuelles dans les campagnes belges.

Inès KALAI

Cette thèse est réalisée en co-tutelle sous la direction de Sandrine Roginsky (Lasco, UCLouvain) et Philippe Aldrin (CHERPA, SciencePo Aix).

Ce projet de thèse a émergé d'un premier ancrage dans le terrain d'étude puisque la doctorante a occupé la fonction de collaboratrice parlementaire au Parlement bruxellois de 2015 à 2017.

Négociations internationales
Coalitions
Alliances
Coopération interétatique
Changement climatique
Relations internationales



Les coalitions dans les négociations internationales du climat

Coalitions et coopération dans les négociations multilatérales

Les coalitions – des efforts coopératifs entre états pour achever des objectifs partagés^{1,2} – sont un caractère fondamental des négociations multilatérales, telles que les négociations climatiques. Dans ces dernières négociations, on constate aujourd’hui un grand nombre de coalitions très diverses, avec des affiliations chevauchées (voir graphe 1). Comment peut-on comprendre cette fragmentation en diverses coalitions, et quelles conséquences a-t-elle pour le rôle des petits états vulnérable et le processus de négociations? Le projet présente d’abord à caractériser de manière systématique les coalitions climatiques basé sur leur portée, affiliation, etc., puis explore les conséquences de cette fragmentation, surtout pour les pays les plus petits et les plus vulnérables – tels que les petits états insulaires – qui dépendent particulièrement des efforts coopératifs, mais n’ont pas forcément la capacité de gérer les coalitions multiples.^{3,4}

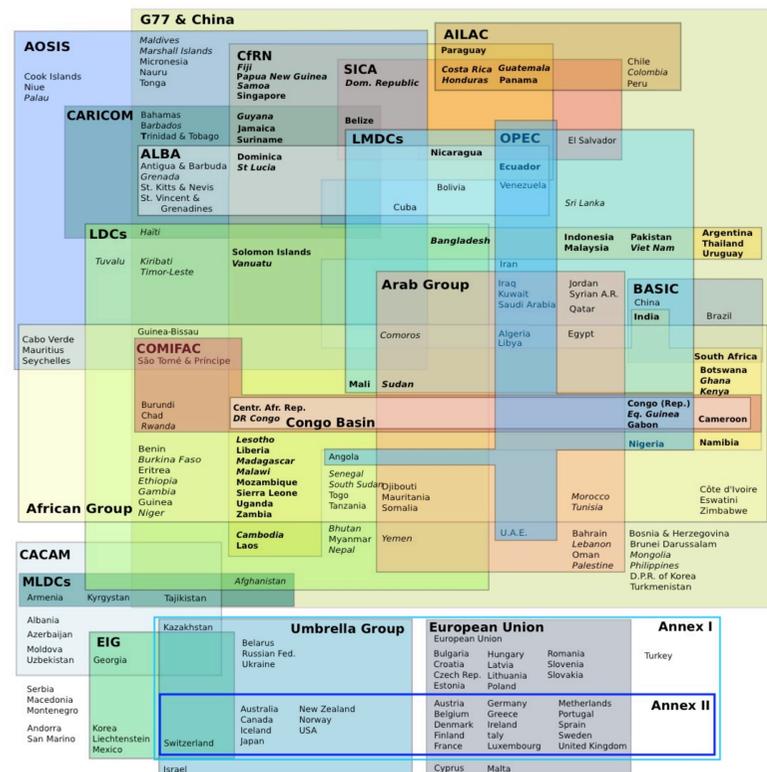
Diversité des coalitions

Vers une typologie des coalitions multiples

Comme le graphe à côté le montre, les coalitions climatiques sont diverses et entrelacées. Elles se distinguent, entre autre, par leur

- **taille** (petit ou large; entre 4 et 134 membres);
- **portée géographique** (régional ou global);
- **portée thématique** (spécifique au climat ou pas);
- **affiliation** (restreinte ou ouverte; automatique ou volontaire);
- **structure** (degré de formalité);
- **cohésion** (degré d’unité).

Ces éléments ne s’excluent pas mutuellement. Une coalition peut être large, globale, formelle et pas spécifique au climat, comme par exemple le Groupe des 77 et Chine; ou bien petite, globale, spécifique au climat et informelle, comme p.ex. BASIC (Brésil, Afrique du Sud, Inde et Chine). Ces éléments, et leurs combinaisons, formeront la base d’une typologie des coalitions.

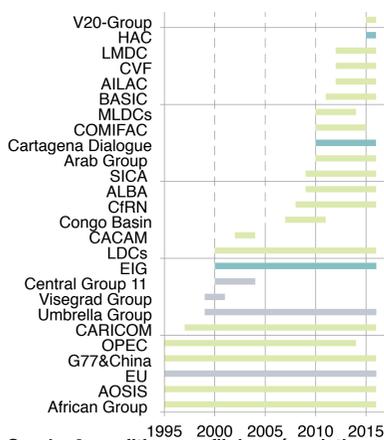


Graphe 1: coalitions dans les négociations du climat. Pays en gras: CfRN; italiques: CVF/V20. Note: quelques coalitions sont exclues, notamment la High Ambition Coalition (HAC) et le Dialogue de Cartagena. Modifié sur la base de Haller.⁵

Multiplication des coalitions

De nombreuses nouvelles coalitions se sont formées depuis 2005

Après l’entrée en force du Protocole de Kyoto, on a pu constater une multiplication de coalitions. Une vingtaine de coalitions est actuellement actives dans les négociations. La majorité de ces coalitions ne comprennent que des pays en voie de développement, les coalitions des pays développés ou à membres mixtes étant relativement rares.



Graphe 2: coalitions au fil des négociations. Basé sur les rapports Earth Negotiation Bulletin⁶

Implications pour les petits états

De nouveaux alliés, ou perdus entre la multiplicité des coalitions?

Les états à taille et capacité limitées ne peuvent s’engager dans les négociations que grâce à la coopération avec d’autres pays. Mais comment gèrent-ils leurs affiliations à des coalitions diverses, qui peuvent avoir des positions divergentes? La multiplicité des coalitions permette-t-elle de trouver de nouveaux alliés et donc de renforcer la voix des petits pays? Ou bien la coordination avec de multiples coalitions fait-elle appel à leurs capacités déjà trop sollicitées?

Selon la littérature, les deux hypothèses paraissent plausibles: Le coût de la coordination est considérable⁷ – mais les coalitions peuvent aussi se compléter et renforcer mutuellement.⁸

Le projet cherche à examiner ces deux hypothèses. Des entretiens avec des négociateurs et observateurs du processus CCNUCC sont alors prévus pour mieux comprendre la gestion et le rôle des coalitions au quotidien, ainsi que l’influence perçue des petits états au fil du temps.

Sources

¹ Odell, J. (2006). *Negotiating Trade: Developing Countries in the WTO and NAFTA*. Cambridge: Cambridge University Press.

² Dupont, C. (1996). Negotiation as Coalition Building. *International Negotiation*, 1(1), 47–64.

³ Panke, D. (2013). *Unequal Actors in Equalising Institutions: Negotiations in the United Nations General Assembly*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.

⁴ Watts, J. & J. Depledge (2018). Latin America in the climate change negotiations: Exploring the AILAC and ALBA coalitions. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 9(6), e533.

⁵ Haller, J. (2019). Party Groupings in the UNFCCC. Online at https://commons.wikimedia.org/wiki/File:UNFCCC_Party_Groupings.svg.

⁶ Klöck, C. & P. Castro (2018). Coalitions in global climate change negotiations. INOGOV Policy Brief #5.

⁷ Atela, J.O., C. H. Quinn, A. A. Arhin, L. Duguma and K. Liti Mbeva (2017). Exploring the Agency of Africa in Climate Change Negotiations: The Case of REDD+. *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics* 17: 463–482.

⁸ Chasek, P. & L. Rajamani (2003). Steps toward enhanced parity: Negotiating capacities and strategies of developing countries. In I. Kaul, P. Conceição, K. Le Goulven, & R. U. Mendoza (Eds.), *Providing Global Public Goods: Managing Globalization* (pp. 245–262). Oxford: Oxford University Press.

Mots clés:
Mali
Rébellions
Touaregs
Guerre.



Les rébellions touaregs au Mali (1962-2012): facteur structurant de la vie politique.

Depuis le coup d'Etat du 22 mars 2012, les chefs rebelles touaregs sont à nouveau sur les devants de la scène politique malienne. En effet, ayant profité du contexte déliquescents et propice à tous les excès, généré par le coup d'Etat, ils s'affrontent avec l'armée régulière. Si, à l'origine, le Nord est le principal théâtre de cet affrontement armé, peu à peu, les hostilités se sont étendues au Centre et même au Sud du pays. Cette guerre a provoqué progressivement un effondrement de certaines structures de l'Etat malien, notamment dans le Nord, où dans la région de l'Azawad, l'autorité de l'Etat a été mise à rude épreuve. Pourtant, il ne s'agit pas de la première rébellion touareg au Mali. De fait, les rébellions touaregs sont même une tendance lourde de l'histoire contemporaine de ce vaste Etat enclavé de l'Afrique de l'Ouest sahélien. De 1962 à 2012, huit insurrections armées, menées par des chefs rebelles touaregs, sont survenues; soit un demi-siècle de violence aux conséquences politiques et sociales importantes.

Qui sont donc les rebelles touaregs ? Quel est leur agenda politique ? Quelles motivations profondes dictent leur conduite ? Quelles variables expliquent la permanence de ces rébellions ?

Sylvie LEMBE

Docteure en Science Politique
– Sécurité et défense régionales.

Chercheuse associée au Centre
Lyonnais d'Etude de Sécurité
Internationale et Défense (CLESID)
– Université Jean Moulin, Lyon 3.

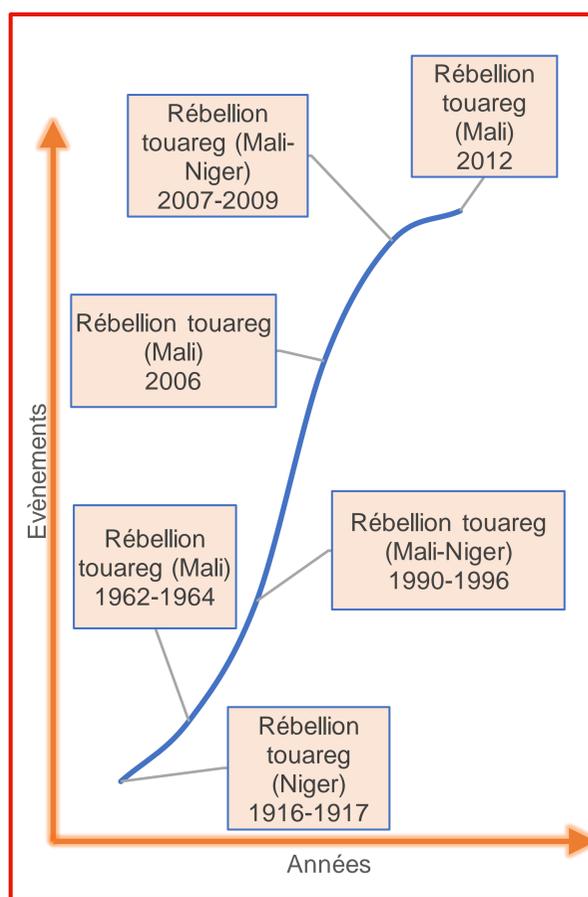
Chargée d'enseignements vacataires -
– Université Paris Dauphine et Nîmes.



Sylvie LEMBE
sylvie.lembe@gmail.com
sylvie.lembe@unimes.fr



Les rébellions touaregs: Une tendance lourde de l'histoire politique du Mali.



La permanence des rébellions touaregs au Mali.



Accélération de l'histoire du Mali (2012-2019)

Résultats

Bilan de l'analyse des données collectées:

- ✓ Les rébellions touaregs constituent une tendance lourde dans l'histoire du Mali contemporain. La marginalisation socio-économique et politique des Touaregs, depuis l'indépendance du Mali, est la variable explicative de cette réalité. Le Nord-Est a été délaissé (chômage, absence de connexion réelle avec Bamako, etc.)
- ✓ Aussi pense-t-on que les causes de la rébellion touareg actuelle sont lointaines: un développement inégal entre un Centre-Sud-Ouest épanoui et un Nord-Est délaissé et démuné. Pendant longtemps, les aspirations des Touaregs sont « modestes » et légitimes : « une meilleure intégration de ce peuple ».
- ✓ La rébellion touareg qui a débuté en 2012, ayant provoqué la guerre au Mali n'est, à bien des égards, pas un phénomène isolé. Elle trouve son terreau profond dans l'histoire du pays.

Conclusion et perspectives

Au total, se relève, une marginalisation et une exclusion des Touaregs alors même qu'ils ne représentent que 8% de l'ensemble de la population malienne. La communauté internationale interviendra-t-elle toujours en faveur du gouvernement malien? Le développement du Nord-Est, la décentralisation des compétences, la forme d'autonomie relative du Nord-Est du Mali et une meilleure intégration des Touaregs, sont les doléances de ces derniers et seraient les solutions viables pour sortir le Mali de la guerre actuelle et de taire à tout jamais les rébellions touaregs.

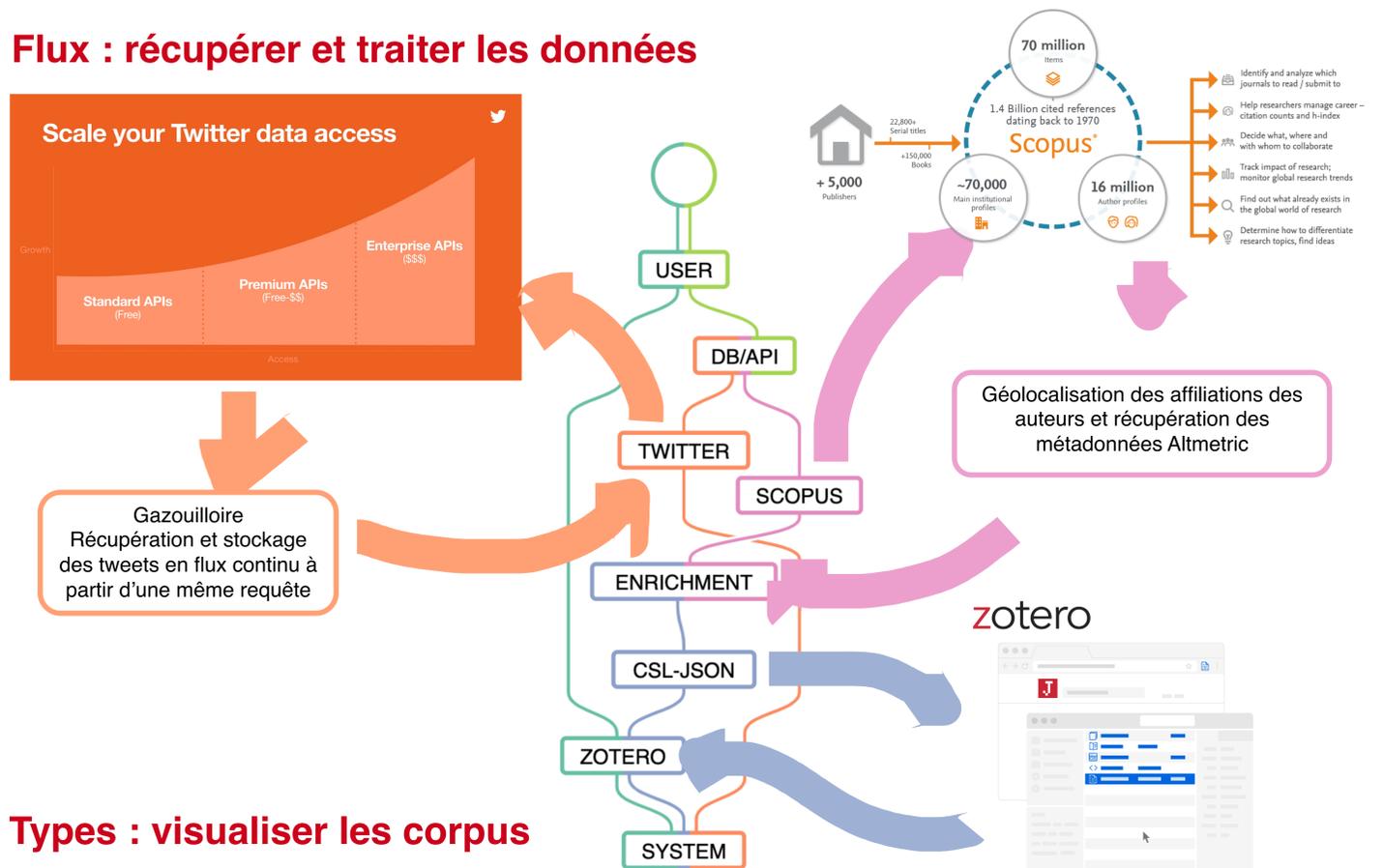
#dataviz
#PANDORÆ
#polsci
#corpus
#openScience



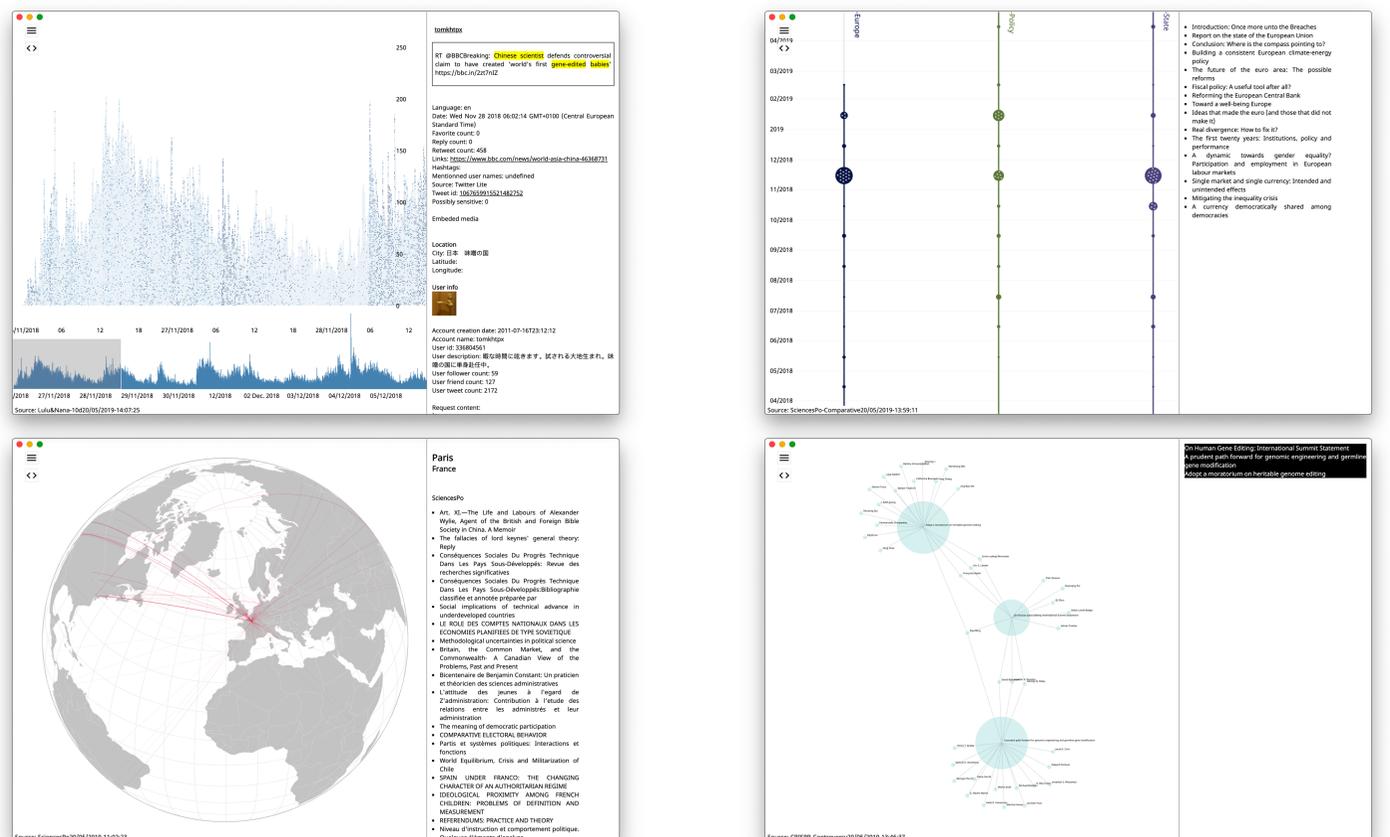
PANDORÆ : un protocole d'exploration de données numériques pour la science politique

Les bases de données bibliométriques et les réseaux sociaux mettent à disposition des chercheurs des stocks et des flux de données massifs. Ces ressources sont utiles pour cartographier les opinions mais leur exploration peut être difficile. Le fait que chaque plateforme qui met à disposition ces données propose, voire impose, ses propres outils d'exploration de ces données induit des enjeux organisationnels et méthodologiques. Ce logiciel a été conçu dans le but de rendre les chercheurs capables d'explorer et de nomenclaturer ces jeux de données de façon autonome et transparente. Libre et gratuit, il est utilisable sur tout support et sans capacité informatique préalable.

Flux : récupérer et traiter les données



Types : visualiser les corpus



Guillaume LEVRIER

Docteur en politique comparée au CEVIPOF (UMR 7048) Sciences Po

Sujet de thèse
Les enjeux institutionnels de l'édition du génome : une comparaison entre Etats-Unis, Europe et Chine



HARMONISATION ET COMPARAISON DES DONNÉES ÉLECTORALES

Depuis 2006, le Centre de données socio-politiques (CDSP) diffuse plus de 200 enquêtes couvrant soixante-dix ans de la vie politique française telles que les résultats électoraux de la V^e République, les enquêtes post-électorales, les résultats de panels, les études portant sur les comportements électoraux ou sur la formation des choix électoraux.

Une bonne partie des études ont des questions qui se répètent et qui mesurent les mêmes concepts à des périodes et auprès de publics différents. Pour ces données utilisées à des fins d'analyses secondaires, une description structurée et harmonisée des informations est primordiale pour trouver toutes celles associées à une même variable et pour améliorer l'efficacité des études.

En prenant comme exemple la variable "Intérêt pour la politique", elle a été posée dans plus de soixante-dix enquêtes diffusées par l'unité. Comment harmoniser et rendre comparables les résultats des enquêtes ?

Des métadonnées structurées

La **Data Documentation Initiative (DDI)**, un standard de documentation des données

La **Data Documentation Initiative** fournit des règles spécifiques de description de données sociales, comportementales et économiques. Elle fournit une structure de métadonnées pour les données longitudinales, les données comparatives, les études par panel, les données agrégées et les dossiers administratifs. De plus, la norme DDI prend en charge le cycle de vie des données, élément crucial pour une compréhension approfondie d'un ensemble de données. La norme DDI définit des règles structurées pour baliser le texte d'une manière qui permet à l'auteur d'exprimer la signification sémantique dans le balisage. Ce type de balisage intègre la conceptualisation des informations dans les métadonnées.

Le CDSP s'appuie sur ce standard qui permet la structuration de la documentation et sa conservation sous un format connu, ouvert et partagé par la communauté des fournisseurs de ce type de données à l'échelle internationale (ICPSR, CESSDA...).

La documentation de variable

La variable « Intérêt pour la politique » et sa documentation

Dataset: Dynamiques de mobilisation - vague 18 (2017)
DYNAMOB - vague 18, ELIPSS Décembre 2017

Variable dn18_INTPOL: Intérêt pour la politique

LITTÉRALE QUESTION

Est-ce que vous vous intéressez à la politique ?

Valeur	Catégorie	N	Pourcentage
1	Beaucoup	222	9.5%
2	Assez	929	39.9%
3	Peu	919	39.5%
4	Pas du tout	256	11.0%
7	Refuse de répondre	0	
8	Ne sait pas	0	

- Titre de l'enquête
- Nom de la variable
- Question littérale
- Valeur des modalités
- Libellé des modalités

Comparer et harmoniser

Comparer pour harmoniser et harmoniser pour comparer... Les métadonnées sont des données

Comparer des variables consiste à rechercher les ressemblances des métadonnées de même nature (nom de la variable, question littérale...) puis de statuer sur l'équivalence des informations. Des variables avec des métadonnées identiques sont alors considérées comme similaires. Dans certains cas, suite à un contrôle qualité, il apparaît que des variables analogues n'ont pas des métadonnées homogènes. L'harmonisation réside à corriger les métadonnées pour optimiser la correspondance des informations. Harmoniser participe à construire un monde étendu de variables équivalentes à examiner.

Au CDSP, les métadonnées des variables sont traitées comme des *data* pour effectuer les opérations nécessaires au gain de qualité de documentation des variables diffusées à toute la communauté des politistes.

Variables harmonisées à comparer

La variable « Intérêt pour la politique » dans l'univers des enquêtes du CDSP

```

dn13_INTPOL_q15(INTEREG2003)
xq20(PEF2002v2) i4(FES2012)
q26(INTEREG2000) q4(FES2012)
xq30(PEF2002v3) dn12_INTPOL
q14(INTEREG1997)
q11(INTEREG1992)
rs31(SCIENCE1989)
rs18(SCIENCE1972)
dn16_INTPOL dn17_INTPOL
q3(PEF2012) dn05_INTPOL
q18 q26(INTEREG1999)
q65(Démocratie)
ea13 dn01_INTPOL
Q3(BPF2006v1)
ea16 dn10_INTPOL
ea15 dn12(PEF1995)
ea18 dn07 dn09_INTPOL
q21(PEF1997)
dn14_INTPOL int(SCIENCE2001)
q21(IFEN2001) q24(PEF1962)
dn18_INTPOL v187(PEF1958)
2000 q22a1(PEF1988)
dn06_INTPOL
rs15(SCIENCE2007)
xq3(PEF2002v1)
q26(IFEN2000)
    
```

Nuage partiel des variables « Intérêt pour la politique »
(41 variables sur 72)

Alexandre MAIROT

ingénieur d'études CNRS
au CDSP (UMS828) spécialiste
de la question des standards
de métadonnées et de
la documentation et de la mise à
la disposition de données
quantitatives.

Migration
Frontières européennes
Droits fondamentaux
Dignité humaine
Résilience
Traumatismes
Droit coercitif



Exil et frontières européennes : comment faire face en tant qu'individu ?

La protection des
droits
fondamentaux des
personnes
franchissant
irrégulièrement les
frontières en
Europe du Sud.
Frontières
européennes,
Frontières des
droits ?

Oriana PHILIPPE

A la suite d'un cursus universitaire en droit et science-politique, je commence à travailler auprès des personnes en exil en 2012. En 2016, je décide de réaliser, en parallèle des mes activités professionnelles, un doctorat en droit et géographie, sous la direction d'Olivier Clochard et d'Emmanuel Aubin auprès du laboratoire Migrinter de Poitiers. Depuis février 2019, je suis ingénieure d'étude pour l'ANR Dispow auprès du CERTOP, Université de Toulouse 2.
Contact :
oriana.philippe@univ-tlse2.fr



Article L624-1-1 Ceseda

Tout étranger qui se soustrait ou qui tente de se soustraire à l'exécution d'une mesure de refus d'entrée en France, d'une interdiction administrative du territoire, d'un arrêté d'expulsion, d'une mesure de reconduite à la frontière ou d'une obligation de quitter le territoire français est puni **d'une peine de trois ans d'emprisonnement.**

POSTER #AFSP2019

Ouvriers chapeliers
Syndicalisme
Revendications politiques et sociales
Fédération Nationale de la Chapellerie
Modistes
Presse corporative



L'Ouvrier Chapelier, le journal corporatif de la Fédération nationale de la chapellerie

En France, l'activité des ouvriers chapeliers s'inscrit dans une longue tradition d'engagement syndical. Depuis les années 1820, le mouvement ouvrier de la chapellerie avait commencé à s'organiser de façon rigoureuse, ainsi plusieurs sociétés de secours mutuels et de chambres syndicales avaient été créées. Fondée en 1879, la Fédération nationale de la chapellerie, regroupait des forces provenant pour la plupart de la Société de secours mutuels des ouvriers chapeliers de Paris et de la Chambre syndicale des ouvriers chapeliers. Ses activités se déployaient sur plusieurs fronts, dont la création en 1884 d'un journal corporatif, *L'ouvrier chapelier* qui visait à éveiller et développer la conscience politique et syndicale des ouvriers chapeliers adhérents de cette fédération. Cette publication, qui s'arrêtera en 1917, a été un espace à la fois de revendication politique, d'information sociale et d'éducation militante à une époque où la presse jouait un rôle pédagogique important auprès de la population ouvrière.

De hommes et des femmes

Des actions collectives dans la chapellerie

La dureté des conditions de travail dans le monde la chapellerie avait poussé des hommes et des femmes de la classe ouvrière à se mobiliser collectivement pour revendiquer leurs droits. *L'Ouvrier Chapelier*, composé de quatre feuilles et édité deux fois par mois, se proposait ainsi d'être à la fois l'organe officiel de la Fédération et un espace de renseignements pour les ouvriers chapeliers dispersés sur tout le territoire français.

Dans les colonnes du premier numéro du journal, paru le 5 octobre 1884, Sènes Lazare adhère à Fédération Nationale de la Chapellerie, affirmait que l'objectif de cette dernière était d'«assurer le bien-être et la liberté de l'ouvrier et de le mettre à l'abri des oppressions des capitalistes». Les articles publiés nous permettent de reconstruire l'activisme et le mode d'action de cette organisation syndicale, notamment de mesurer l'investissement important des ouvriers chapeliers dans les luttes sociales et dans les grèves qui s'intensifient entre 1906 et 1912.

L'Ouvrier Chapelier

Aux ouvriers chapeliers de France !

On y découvre, au travers de comptes rendus des congrès, l'existence d'une multitude de réseaux ouvriers dans la chapellerie à l'échelle nationale et internationale, ainsi que des relations étroites avec d'autres syndicats, comme celui des ouvriers casquettiers (plusieurs articles sont consacrés aux grèves menées par ces derniers en 1912).

Encore, les listes des revendications syndicales (notamment pour l'augmentation des salaires et l'amélioration de la protection sociale), les offres d'emploi ainsi que les appels à la grève occupaient une place importante dans les pages du journal. Il ne faut pas oublier que, à cette époque, la grève représentait le moyen privilégié pour exprimer la colère et l'exaspération du monde ouvrier.

En raison d'un appauvrissement de ses forces dû à la Grande Guerre, la parution du journal devient irrégulière et la Fédération Nationale de la Chapellerie, décidera d'en arrêter la publication en novembre 1917.

Francesca SETZU

Docteure en Sociologie
Laboratoire CNRS UMR 7217
CRESPPA-GTM

Après une thèse consacrée aux professionnels du monde de l'art, mes recherches portent sur les métiers de la chapellerie dans une perspective socio-historique.

30^e Anniversaire en 1910



La Fédération fut créée le 21 décembre 1879, mais les adhérents versèrent les premières cotisations en janvier 1880. Ainsi les célébrations pour le 30^e anniversaire eurent lieu en 1880.

La place des modistes en 1917



Amputée des hommes mobilisés dans la Grande Guerre, la Fédération Nationale de la Chapellerie s'adresse aux ouvrières, les modistes, afin de poursuivre les luttes syndicales.

Terrorisme
Histoire conceptuelle
Epistémologie critique
Définition
Altérisation



Pour une histoire conceptuelle du « terrorisme »

Dans le cadre du projet de thèse :

Définir, lister, fichier : la construction de l'Autre « terroriste » à l'époque contemporaine

Ce travail de thèse a pour but de réaliser une ébauche d'histoire conceptuelle du « terrorisme », au travers des pratiques internationales de désignation que sont la définition, la liste et la fiche antiterroristes.

Cette recherche, qui combine une épistémologie koselleckienne avec une approche critique des technologies de sécurité, se concentrera sur plusieurs cas historiques, de la définition du terrorisme par le Société des Nations (1937) à sa (non-) définition par l'ONU, en passant notamment par la liste antiterroriste de l'UE.

Corentin SIRE

Doctorant en cotutelle
Histoire – Criminologie
(directeurs : Thomas Hippler et Anthony Amicelle, Université Caen-Normandie et Université de Montréal)

Master recherche en
Histoire contemporaine
(Université Caen-Normandie, directeur du mémoire : Thomas Hippler)

Master recherche en
Relations Internationales
(Master BIRD, Sciences Po Bordeaux, directeur du mémoire : Dario Battistella)

Intérêts de recherche :
terrorisme et sécurité internationale dans une perspective critique, historique et conceptuelle

corentin.sire@unicaen.fr

S'il existe un consensus dans le champ des *terrorism studies*, c'est bien sur **l'impossibilité de définir rigoureusement et objectivement le « terrorisme »** : malgré des décennies de débats, aucune définition du concept n'est exempte de critique (tant en théorie qu'en pratique).

Néanmoins, une certaine constance historique est observable dans l'emploi du terme qui, de tout temps, semble avoir été utilisé comme **label délégitimant**. Ainsi, rares sont les acteurs qui se revendiquent « terroristes », le terme désignant plutôt la violence pratiquée par l'Autre, par l'ennemi absolu.

Définition impossible, marque d'altérité : il s'avère que la seule réalité objective et historiquement constante derrière le concept, réside dans l'usage qui en est fait (pour délégitimer). Dès lors, afin de comprendre le « terrorisme » de la manière la plus précise possible, il est nécessaire de **l'étudier au travers des usages** du concept au cours de l'histoire – autrement dit, d'en faire une **histoire conceptuelle** (R. Koselleck).

L'histoire conceptuelle

Qu'est-ce qu'un concept (selon Koselleck) ?

- Terme **incontournable du vocabulaire social et politique** d'une époque donnée, sans lequel cette réalité sociopolitique ne peut pas être comprise. C'est donc un terme **historiquement situé et teinté politiquement**.

- Tout concept est donc à double sens : il témoigne de réalités sociopolitiques révolues, tout en étant utilisé pour parler de réalités présentes.

- Par conséquent, un concept est **forcément ambigu et indéfinissable**.

Pourquoi faire une histoire des concepts ?

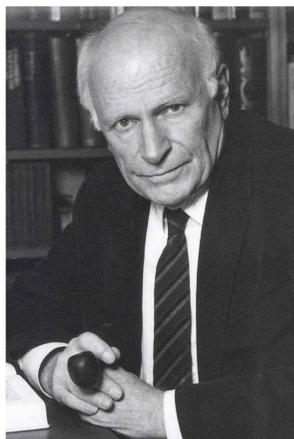
- Il s'agit d'« **interpréter** » tout concept, en le **contextualisant** : se demander qui l'utilise, à qui s'adresse-t-il, et pour quelles raisons l'utilise-t-il.

- Comprendre les évolutions dans les usages d'un concept permet ainsi :

- D'en saisir les différents « **foyers de sens** ».
- De comprendre **les raisons de son invocation** à un moment donné.

« Sans concepts, il n'y a ni expérience historique, ni savoir historique »
R. Koselleck –
Geschichtliche Grundbegriffe

« N'est définissable que ce qui n'a pas d'histoire »
F. Nietzsche –
Généalogie de la Morale



Pourquoi historiciser le concept de « terrorisme » ?

Le « terrorisme » : un concept ambigu

- **L'absence de définition**, en théorie (A. P. Schmid en a listé plus de 250) comme en pratique (en débat à l'ONU depuis 1972).

- **La dimension altérisante du label** : le seul point commun entre le « terrorisme » d'Al Qaeda, des anarchistes du XIX^e, des résistants au nazisme ou de l'Union soviétique pendant les purges staliniennes, réside dans les visées délégitimantes de ceux qui utilisent le label.

- D'où l'intérêt de **l'étudier au travers des usages** du concept au cours de l'histoire.

L'intérêt de cette approche

- **Voir le « terrorisme » comme construction historique**, en en déconstruisant les différents foyers de sens. Ce qui pousse à prendre du recul sur notre compréhension actuelle de l'objet : le voir comme violence politique, non-étatique, globale, guerrière ne reflète pas de vérité universelle.

- **Comprendre le « terrorisme » comme outil de pouvoir** : le concept n'est pas seulement le reflet d'une certaine réalité historique ; c'en est également un vecteur. Invoquer le « terrorisme », en tant que marqueur d'inimitié, permet ainsi de justifier de pratiques d'exception (des « lois scélérates » de 1893 à l'état d'urgence dès 2015). L'histoire conceptuelle permet donc de **comprendre l'utilité du terme « terrorisme »**.

- Intérêt scientifique : **éviter tout ethnocentrisme**, tant historique que géographique. Ainsi, parler de « 4 vagues du terrorisme » (Rapoport) en dit plus sur notre compréhension actuelle et occidentale de l'objet que sur sa réalité propre ; parler des Zélotes comme des premiers « terroristes » (Chaliand & Blin) apparaît par ailleurs comme un anachronisme.

Consommation
Economie circulaire
Pratiques spatiales
Textile
Seconde-main
Empowerment



CONSOMMER « CIRCULAIRE » : QUELS ENJEUX ET QUELLES PRATIQUES ?

Comment sont spatialisées les pratiques de consommation textile dans l'économie circulaire à Bruxelles ? Pour comprendre, il faut réussir à articuler la dimension axiologique d'évaluation des pratiques de consommation et l'éclatement dans l'espace des commerces dit « circulaires ». Les lieux et les pratiques se nourrissant l'un l'autre, cela cultive une géographie particulière de la consommation dans la ville. Pour cela il faut prendre en compte la contrainte spatiale et logistique ainsi que les valeurs que les consommateurs associent à certains lieux. Une des valeurs principales est le « proche » (dans ses dimensions spatiales, sociales, voire politiques). Notre enquête s'appuie sur des entretiens semi-directifs à la fois avec des personnes ressources (7) — entrepreneurs, administrations régionales, responsables d'associations — et des consommateurs (40) appuyés par des cartes mentales visant à questionner la représentation de l'espace de consommation quotidienne de ces derniers.

L'économie circulaire comme enjeu politique ?

Le PREC, un instrument de politique publique

Trois facteurs sont nécessaires pour développer un modèle d'économie circulaire (Zeller et al., 2019) : la proximité des ressources et des acteurs (1) ; Une offre et une demande suffisantes à l'échelle de la ville pour garantir un marché économique efficient (2) ; La possibilité de modeler l'espace urbain par l'intermédiaire de politiques publiques (3). En région Bruxelles-Capitale, l'économie circulaire est définie et mise en œuvre dans le Plan Régional en Économie Circulaire (PREC). Plusieurs éléments vont dans le sens d'une implantation du modèle d'économie circulaire en région Bruxelles-Capitale : la quantité de flux, d'abord, de toute sorte, à traiter dans la région (flux organiques, déchets de construction, matières textiles), flux qu'ils seraient intéressants pour l'avenir de la région de pouvoir reterritorialiser. C'est en effet un des enjeux majeurs de l'économie circulaire (Bahers, Durand, & Beraud, 2017). Encouragée par des subsides publics importants (encadré par le PREC notamment — Programme régional en économie circulaire [be.circular, 2018], l'économie circulaire se décline de plusieurs façons sur le territoire bruxellois, dont une forte promotion des commerces de détail à vocation circulaire.

Des pratiques de consommation polarisées dans l'espace

Les commerces au business-modèle circulaire sont en majorité situés au sud-est de Bruxelles, par opposition aux commerces de seconde main conventionnels, plus nombreux, mais beaucoup plus dispersés dans l'espace.

Le « proche » comme solution ?

Une survalorisation du proche dans ses dimensions spatiales et sociales

« Valoriser des modes de production de petite échelle et de promouvoir un rapport au produit fondé sur une relation d'amateur-expert » (Dubuisson-Quellier, 2018, p. 83) Le local revêt différentes acceptations pour le consommateur. Si c'est assez clair pour l'alimentation (production et distribution aux limites géographiques de Bruxelles), le textile complique le problème : car, pour certains acteurs, le « made in Belgium » n'a pas de sens puisque la production ne peut être locale. Aussi, la fripe présente elle aussi ses limites, car la matière ne ferait « qu'une seule fois la boucle » (C, Cadre, 12-02-2019) à l'inverse d'un circuit véritablement circulaire.. Pour une partie des acteurs, l'économie circulaire ne se limite pas pour le consommateur à l'achat, mais lui demande également de réfléchir aux conditions de production. Aussi, l'engagement personnel de l'entrepreneur et le storytelling de sa marque sont survalorisés par rapport à d'autres éléments et fait gage de qualité.

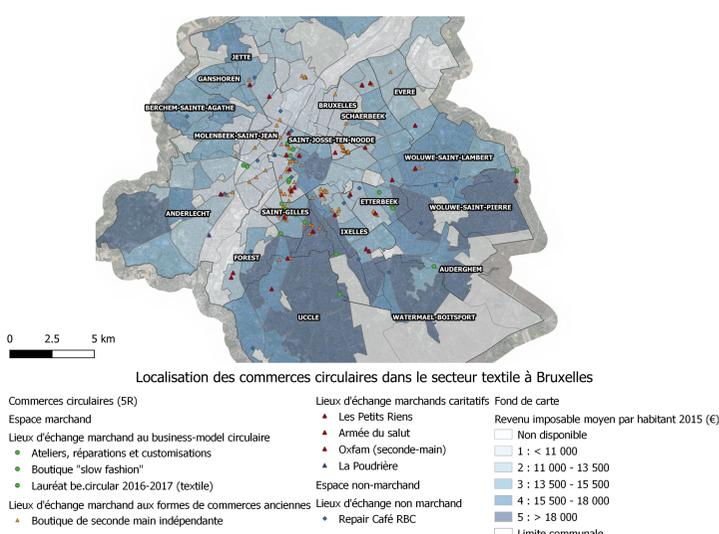
Des valeurs associées aux lieux ?

Les préférences des consommateurs, dans leurs dimensions axiologiques, s'incarnent dans des lieux fréquentés quotidiennement. Les contraintes spatiales, financières et logistiques ne permettent pas toujours de faire converger leurs attentes et leurs pratiques.

Consommateurs de l'économie circulaire : motivations, savoirs et pratiques spatiales

Marine SPOR
Doctorante - ULB

Marine Spor (1993, Marseille) est diplômée de Sciences Po Toulouse en 2017 et d'une licence en Géographie de l'Université Jean-Jaurès (Toulouse) en 2015. Elle est doctorante depuis janvier 2018 au sein du laboratoire Sasha (Architecture et Sciences Humaines) à l'Université libre de Bruxelles sous la direction de Ludivine Damay.



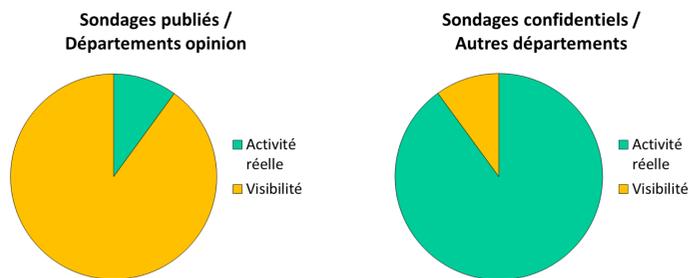


« Politologue » ou cadre commercial ? Sociologie des sondeurs

Introduction

La question de « l'opinion publique » a fait l'objet d'une importante littérature. On peut évoquer les travaux de Loïc Blondiaux ou ceux qui, dans la continuité de Pierre Bourdieu, se sont attachés à critiquer l'utilisation des données d'opinion, notamment celles issues des instituts de sondages. Cependant, et alors même que les sondages occupent une place croissante dans la sphère publique, peu de travaux existent sur les producteurs de ces données. Ce travail de recherche s'intéresse à la profession de sondeur, située à la frontière des secteurs marchands et scientifiques : à la fois service commercial et « science de l'opinion publique ». Nous cherchons à comprendre **comment et par quels acteurs sont construits les chiffres** dans les instituts de sondages.

Le sondage d'opinion : vitrine des instituts



L'activité la plus visible est également la moins lucrative. Elle répond à un double objectif :

- Gain de notoriété et donc gain de parts de marchés potentiel
- Mise en scène du savoir-faire professionnel (« test à l'acide »)

Des données de nature différente

Communication : le « sale boulot »

Dominique Lhuillier : « Le « sale boulot » n'est pas simplement lié à l'objet traité. [II] peut être aussi relatif aux manières de faire, à des modes opératoires jugés transgressifs par rapport à des principes qui peuvent être des principes moraux, des principes professionnels. »

Connaissance : « vrai boulot »

Alexandra Bidet : « la part de son activité qu'il souhaite vivement conserver ». Etudier « le rapport du travailleur à son geste même de travail. »

Un univers de contraintes

Les sondeurs, dans leur pratique et leur organisation interne, intègrent les critiques et affrontent les contraintes, en cherchant ainsi à donner du sens et à valoriser leur activité. On peut distinguer **trois types de contraintes** :

- Economiques**
 - Problèmes : budgets contraints, marché saturé, concurrence importante
 - Solutions : réduction des coûts (« omnibus », recours à la sous-traitance, cadences importantes, etc.), relation client (baromètres, compétitivité hors prix, travail commercial, appels d'offres, etc.)
- Méthodologiques**
 - Problèmes : forte dépendance à la statistique publique, changements des usages, critiques scientifiques
 - Solutions : adaptation des techniques (téléphone, mobiles, internet, smartphones), taille des échantillons, connaissance des critiques, sous-traitance (achat de fichier, *access panel*, etc.)
- Epistémologiques**
 - Problèmes : nature de la donnée quantifiée, statut de « l'opinion publique »
 - Solutions : rapport pratique à l'objet « opinion », interprétation limitée des résultats, expertise portant sur l'évolution et de la comparaison

La méthode

- Observation participante dans un institut de sondage
- Entretiens semi-directifs avec des « sondeurs » et d'autres acteurs du champ
- Publications et interventions publiques de sondeurs
- Littérature scientifique sur l'opinion
- Questionnaire quantitatif auprès de départements Opinion d'instituts de sondages

« Je voudrais préciser d'abord que mon propos n'est pas de dénoncer de façon mécanique et facile les sondages d'opinion, mais de procéder à une analyse rigoureuse de leur fonctionnement et de leurs fonctions ».

Pierre Bourdieu,
« L'opinion publique n'existe pas », 1972

« On sait pas forcément précisément ce qu'on mesure et surtout cet écart entre la mesure et l'opinion réelle, par contre on sait comment ça évolue. Et puis on se dit qu'on se rapproche le plus possible de ce qu'on veut mesurer quand même quoi [sourire]. »

Extrait d'entretien

Hugo TOUZET

Doctorant en sociologie
Sorbonne Université
GEMASS (UMR 8598)

Contact

- 26 rue Serpente, 75006 Paris
- hugo.touzet@sorbonne-universite.fr
- 06.07.08.05.14
- @HugoTouzet



Food democracy
 Consumer sovereignty
 Moral citizenship
 Corporate food governance
 Democracy
 (Global) justice



Special issue: 'New Perspectives on Food Democracy', edited by Basil Bornemann and Sabine Weiland, forthcoming in *Politics and Governance* 7(3), 2019

Sabine WEILAND

Sabine Weiland is Associate Professor of political science at Lille Catholic University, affiliated with the European School of Political and Social Sciences (ESPOL). She is the Director of the ESPOL-LAB Research Centre for European and International Politics, and the Head of the MA Food Politics programme. Her research interests include: food politics, environmental politics, sustainable development and transformation, and reflexive governance.

Varieties of 'food democracy' – From consumer sovereignty to moral citizenship

In recent decades, control over food has become highly concentrated and dominated by large, profit-oriented multinationals. While some consider this a prerequisite for global food security, others see it at the expense of people's livelihoods, justice and sustainability. This latter perspective has given rise to alternative visions of the food system, such as 'food democracy'.

Food democracy is a multi-faceted political concept that critically points to the limited opportunities for consumers, citizens and civil society to participate in the food system. It envisions food as a place of democratic process: as a reference point for articulating people's interests, as a driving force for social movements to fight for access to affordable and healthy food; as a reminder of the role of the state in promoting public goods and public interest. The promise of food democracy goes beyond securing food supply and emphasises values such as participation, autonomy, justice and sustainability.

Going beyond a purely normative account, this research aims to broaden existing perspectives of food democracy. We analyse the food democracy discourse against the background of different normative (liberal, republican, deliberative) models of democracy.

Varieties of food democracy

	Relativist / pluralist notion of food	Substantive / normative notion of food
Protecting individual rights (regarding food): Negative freedom	Libertarian food democracy Sovereign and free consumer <i>Example: 'Vote with your fork'</i>	Paternalistic food democracy Moral (responsible) consumer <i>Examples: Food education, Nudging</i>
Realizing the collective will (regarding food): Positive freedom	Deliberative food democracy Civic self-determination <i>Example: Food policy councils</i>	Strong (republican) food democracy Moral citizenship <i>Example: Community-supported agriculture (CSA)</i>

The result is a variety of models of food democracy. They differ in terms of their assumptions regarding food (relativist/pluralist vs. substantive/normative), and in terms of their conception of the citizen and their rights. We identify four types of food democracy, ranging from libertarian to strong republican understandings (see figure, left).

We also argue that food democracy, beyond the democratisation of food systems, is concerned with the problematisation and transformation of established views and practices of democratic governance per se.

From consumer sovereignty to moral citizenship?

The model of **Libertarian food democracy**, epitomised in sovereign consumership, aims to protect individual rights on the basis of a pluralistic conception of food. The **Paternalistic food democracy** model, in contrast, is protecting individual rights on the basis of a normative conception of food, i.e. certain substantive values (such as health) are to be realised, while protecting individual rights.

Deliberative food democracy is directed at realising the collective will, by means of deliberation of societal actors. Along the same lines, a **republican food democracy** vision is equally concerned with the collective will, but with a substantive notion of the food as the 'good', which is advanced by moral citizenship.

Empirically, the libertarian model is dominant in our current societies and seen as largely compatible with a food system dominated by corporate interests. The republican vision of food democracy is often seen as a counter model. We argue however that the existing alternatives are in fact more varied.

Special issue 'New Perspectives on Food Democracy'

The special issue '**New Perspectives on Food Democracy**', of which this research is part, aims to shed light on the complex relationship between food and democracy in different governance contexts (countries, political systems) and levels (local, national, global). It combines theoretical and empirical analyses that explore, sharpen and question the potential of 'food democracy' as an analytical lens on the current state of food systems on the one hand and as a political idea for transforming the predominant agro-industrial food system on the other. The contributions are based on questions such as: how democratic are current food systems? How does food challenge and transform established ideas and practices of democracy? What are the prospects and limits of a democratisation of food systems?